



Association pour une
Taxation des
Transactions financières pour l'
Aide aux
Citoyens et citoyennes

attac – Neuchâtel

***Aux membres des autorités
politiques des communes
neuchâteloises***

Neuchâtel, avril 2005

Objet : campagne nationale d'ATTAC contre l' AGCS

Mesdames et Messieurs les membres des conseils communaux et généraux des communes neuchâteloises,

Vous n'êtes pas sans savoir que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) travaille activement à la préparation de l'**Accord général sur le commerce des services (AGCS)**. Ce traité a pour objectif la libéralisation, c'est-à-dire la marchandisation, de tous les services en interférant sur nos législations et réglementations nationales et locales. **L'AGCS fait donc peser des menaces évidentes sur tous les services, y compris les services publics dont la responsabilité et la compétence sont, traditionnellement, du ressort des communes.**

L'un des buts fondamentaux du mouvement ATTAC – fondé en 1998 à l'initiative du journal français *Le Monde Diplomatique* – est de sensibiliser les autorités sur les risques qui pèsent sur la démocratie. En ce sens, nous estimons nécessaire de contacter votre commune afin de vous aider à prendre conscience des dangers que fait peser l'AGCS sur les services publics.

Par cette campagne, notre mouvement entend participer à la prise de conscience générale sur les conséquences directes que va engendrer un accord qui va remettre en cause les bases même de notre système social et démocratique.

Si nous pouvons parler de remise en cause de nos valeurs démocratiques, c'est que ce traité entend déréguler des secteurs aussi divers que l'eau, l'énergie, les transports, le tourisme, la santé, la recherche et l'éducation... Certains alinéas remettent même en cause les règles sociales de notre pays comme: le salaire minimum, le code du travail et la protection sociale, voire encore la protection des consommateur-trice-s. Il pose même les bases du brevetage du vivant.

./.

Il y a encore plus inquiétant, à savoir que toute subvention sera considérée comme "illégale" et ce à tous les niveaux, nationaux comme locaux. Cela signifie qu'en pratique, toutes subventions d'aide aux personnes âgées, aux ramassages et aux cantines scolaires comme à certaines institutions culturelles, seront interdites.

Nous vous invitons à rejoindre la large mobilisation internationale qui s'organise pour contester ce traité-cadre inique, négocié au sein de l'OMC et dans lequel est engagé notre gouvernement. Dénoncer, avec tant d'autres, les bouleversements majeurs qu'il induit et, par dessus tout, le manque total de transparence, d'information et de consultation qui entoure les négociations successives qu'impose cet accord.

Nous joignons à ce pli un document d'information («AGCS et démocratie»). Nous joignons également une feuille présentant quelques exemples de menaces bien concrètes qui pourraient toucher votre commune avec l'entrée en vigueur de l'AGCS.

Nous espérons que cette documentation vous fera partager notre inquiétude, relayée par de nombreuses communes à travers le monde qui se sont déjà protégées en se déclarant: zones "**hors-AGCS**".

Le temps presse ! Ne pensez-vous pas devoir à vos électrices et électeurs l'expression d'une position claire ? Considérez-vous que tout service peut être libéralisé ou pensez-vous, comme nous, qu'une négociation démocratique est souhaitable ?

Vos décisions engageant non seulement votre localité, votre région, voire votre pays, nous restons attentifs à votre engagement et, en ce qui nous concerne, nous souhaitons voir nos élu-e-s ouvrir des délibérations publiques sur l'opportunité de déclarer leur ville ou leur commune zone "hors-AGCS" – ce que nous appelons de nos vœux.

Pour ce faire, nous nous permettons de vous présenter, en plus des documents déjà cités, un exemple de motion immédiatement utilisable et nous restons à votre disposition pour de plus amples informations. Nous sommes également disposés à vous déléguer un membre de notre groupe de travail "Services publics – AGCS" pour participer à une discussion qui pourrait être engagée au cours d'une réunion de votre conseil.

Dans l'attente de vos nouvelles nous vous adressons, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Pour attac – Neuchâtel

Fabienne Girardin

Rémy Wenger

PS: de la documentation est disponible sur demande à notre adresse ou sur notre site
www.local.attac.org/neuchatel, www.suisse.attac.org

Annexes:
1 document d'explication «AGCS et démocratie»
1 feuille présentant quelques exemples de menaces
1 copie de la résolution votée par la ville de Morges
1 exemple de motion type